

## Démocratie, droits et responsabilités

MARTINE HOSSELET-HERBIGNAT

Dans sa définition de la grande pauvreté<sup>1</sup>, Joseph Wresinski associait, à deux reprises en quelques lignes, les « *obligations professionnelles, familiales et sociales* » impossibles à assumer lorsqu'on est durablement plongé dans l'insécurité et l'exclusion sociale, et la jouissance des « *droits fondamentaux* ».

En Italie, les personnes à la rue, sans droit à une résidence reconnue, sont ainsi rendues invisibles et engagées dans un cercle vicieux de déni de leurs autres droits. Au Sénégal, en Tanzanie, ceux qui n'ont pas réussi à faire établir un acte de naissance se trouvent, de fait, citoyens de seconde zone. Un fossé toujours plus grand se creuse entre des élites qui semblent comme « hors sol », et le peuple qui galère. Lancée en 2002 en Grande-Bretagne, une campagne gouvernementale anti-pauvres, insidieuse et insultante, pousse ces derniers à réagir collectivement pour mettre en lumière les multiples responsabilités qu'ils prennent dans la société.

Ceux qui sont le plus longtemps restés à l'écart des arcanes démocratiques de nos sociétés sont les moteurs d'une indispensable régénération. « *Partout où des hommes se rassemblent, un monde s'intercale entre eux, et c'est dans cet espace intermédiaire que se jouent les affaires humaines* », écrivait Hannah Arendt.

Plusieurs de ces « espaces intermédiaires » sont évoqués dans ce dossier.

En France, les « Parlements libres » encouragent les débats entre des jeunes adultes de différents milieux sociaux. Une école appliquant la pédagogie Freinet explore en profondeur son rôle d'éducation à la citoyenneté et à la démocratie. En matière de protection de l'enfance, une recherche menée dans trois départements français sur la participation des parents tente de répondre à cette interpellation d'une maman d'enfants placés : « *J'ai l'impression que la parole d'une mère ne vaut rien* ». L'expérimentation *Territoires zéro chômeur de longue durée* inverse les priorités de l'économie classique, part de la réalité des demandeurs d'emploi, et cherche à transformer les besoins non satisfaits à l'échelle de petits territoires, en emplois durables. Au Brésil, à partir du programme *Bolsa Família* d'aide conditionnelle à la lutte contre la pauvreté, un mécanisme participatif est en cours d'exploration pour remédier à la stigmatisation des bénéficiaires.

Tous combats de longue haleine vers des formes nouvelles de citoyenneté, auxquels les plus pauvres adhèrent et participent. Vers une refondation de la démocratie ?...<sup>2</sup> ■

1. Proposée au Conseil économique et social français en 1987, et adoptée le 11 février.

2. Dans la RQM 240, p. 48, article de Cosma Orsi, la note suivante a été omise : Texte traduit de l'italien par Alain Savary. La traduction intégrale (avec les références aux auteurs cités) sera publiée sur le site de la Revue Quart Monde. La version originale est accessible sur le site [http://www.aggiornamentisociali.it/EasyNe2/LYT.aspx?Code=AGSO&IDLYT=769&ST=SQL&SQL=ID\\_Documento=14296](http://www.aggiornamentisociali.it/EasyNe2/LYT.aspx?Code=AGSO&IDLYT=769&ST=SQL&SQL=ID_Documento=14296)